

## Appelé en Algérie

8 mars 1960 - 21 février 1962

Paul Ollier

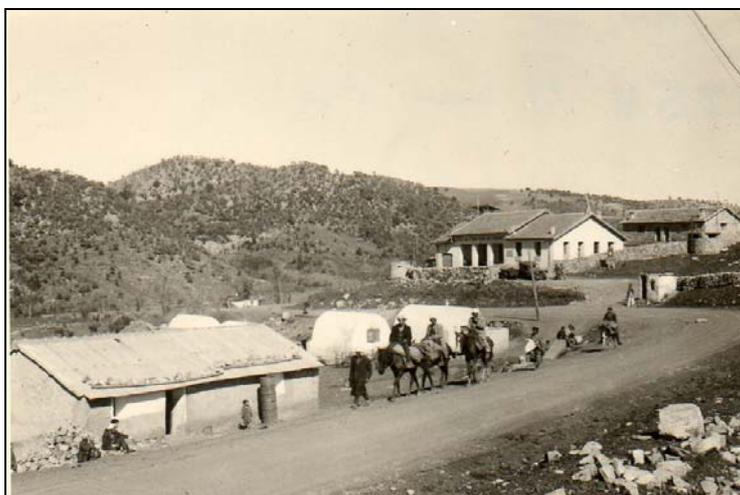
### Incorporation au 92<sup>e</sup> RI à Clermont-Ferrand

Mon service militaire se déroula sous quatre millésimes, ce qui d'emblée donne une idée de ce que nous pouvions éprouver en face de la durée qui nous était imposée : appelé en 1959, je ne serai libéré qu'en 1962. Incorporé en tant que sursitaire avec la classe 59 2/B, je fus appelé le 1<sup>er</sup> novembre 1959 au Centre d'instruction du 92<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand, comme beaucoup de jeunes gens originaires de la région. Il s'agissait ici de « faire ses classes », c'est-à-dire d'y subir la période d'instruction de quatre mois. Spécificité du lieu et premier souvenir marquant, la fameuse marche jusqu'au camp militaire de la Fontaine du Berger : 28 km aller-retour avec manœuvres dans la neige au pied du puy de Pariou. Brève permission de détente à l'issue des quatre mois avant le départ pour l'Algérie. M'étant fixé pour ligne de conduite de ne pas infléchir mon destin dans un sens ou dans un autre, ce ne sera pas, à une place et un désistement près, Cherchell et les EOR <sup>1</sup>, mais la zone de Constantine, secteur de Souk-Ahras.

Partis de Clermont le 7 mars 1960 d'un quai de gare à l'écart et désert, mais avec un petit coup de fanfare tout de même, nous embarquerons le 9 pour Bône.

### Affectation au 60<sup>e</sup> RI en Algérie

Affectation au 60<sup>e</sup> régiment d'infanterie dont le PC <sup>2</sup> se trouve à Laverdure sur la route venant de Tébessa au sud et qui relie Souk-Ahras à Bône sur la côte au nord, puis au 3<sup>e</sup> bataillon stationné à Aïn Embarka, village minuscule non répertorié sur les cartes, à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Souk-Ahras. De cette modeste sous-préfecture, on y accède par une route secondaire qui traverse les bourgs de Fauvelle et de Villars. Nous sommes là dans une région au relief tourmenté, à l'est des monts de Constantine, non loin de la Tunisie. Ce village et son camp militaire se trouvent au centre d'une vaste cuvette bornée à l'ouest par l'oued Ranem et sa forêt, au sud par des sommets arides qui culminent à plus de 1 000 mètres.



<sup>1</sup> Elèves officiers de réserve.

<sup>2</sup> Poste de commandement.

Bien que méritant plus l'appellation de hameau que de village, Aïn Embarka dispose d'une école et d'une mairie. Arrivant à bord de nuit, je ne distingue, à côté de ces constructions, que de nombreuses meules de foin à l'ancienne, telle qu'on les voyait à l'époque dans les campagnes françaises. Quelle ne fut pas ma surprise le lendemain matin, au grand jour, de voir de la fumée sortir de ces meules : ce sont les gourbis de paille et de terre battue des villageois, groupés en deux ou trois mechtas<sup>3</sup>, agrandies au gré des regroupements de populations que l'on a déplacées des zones devenues interdites. L'armée occupe la mairie et l'école, avec son camp disposé tout autour, au bord de la route : constructions légères, abris de tôle démontables, tentes de toile, le tout entouré de quelques rangs de barbelés.



C'est là qu'il me faudra vivre de longs mois, au PC du bataillon jumelé avec la CCAS (Compagnie de commandement, d'appui et des services). Les autres compagnies sont cantonnées dans les environs plus ou moins proches pour assurer le fameux « quadrillage » du territoire selon la stratégie militaire. Ces compagnies sont au nombre de quatre et numérotées 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> ; s'y ajoute un commando de chasse qui se déplace dans toute l'Algérie selon les besoins, le commando 44. Au-delà d'Aïn Embarka, la route qui conduit à Hammam'n Bails et Nador n'est plus sécurisée et une escorte blindée est nécessaire.

### **Souk-Ahras à la frontière tunisienne**

Ce secteur frontalier est réputé dangereux : au déclenchement de la rébellion, lors de la Toussaint Rouge de 1954, il fut le plus touché par la révolte ; depuis, l'Armée de libération nationale, estimée à 90 000 combattants en 1958, s'abrite et s'entraîne en Tunisie et de là franchit la frontière pour gagner les maquis de l'intérieur algérien. Le danger a été atténué toutefois depuis la construction de la ligne Morice en juillet 1957 et son renforcement après la « Bataille des frontières » de 1958 qui opposa, de janvier à mai, 4 000 combattants de l'ALN qui avaient pour objectif de prendre Souk-Ahras aux régiments d'appelés. Cette tentative ayant échoué, la tactique est désormais de passer par petits groupes moins repérables. Certains points névralgiques subsistent comme le « bec de canard », excroissance tunisienne en territoire algérien au nord de Souk-Ahras qui permet une pénétration au cœur des monts de la Medjerda.

---

<sup>3</sup> Groupe de gourbis, c'est-à-dire de ces maisons sommaires.

### **Le barrage électrifié : la ligne Morice**

Le barrage, réseau à haute tension de 5 000 volts, champs de mines et barbelés, est déployé sur 400 km du nord au sud. Il est constitué en fait de trois réseaux distants de quelques dizaines de mètres ou de plusieurs kilomètres selon les endroits et la topographie. L'ensemble ne suit pas la frontière : les deux premiers réseaux bordent parfois route et voie ferrée pour les protéger, le troisième laisse jusqu'à la frontière une zone déclarée interdite de 10, 20 ou 30 km, vidée de ses habitants. Ce no man's land permet la traque des soldats de l'ALN et on y tire généralement à vue sur tout ce qui bouge. Chaque barrage – avant, arrière et médian – est suivi d'une piste où s'effectue « la herse », c'est-à-dire le passage régulier d'engins blindés qui assurent la surveillance de la tombée de la nuit à l'aube. De plus, les automitrailleuses peuvent circuler derrière un bandeau de lumière intense qui leur permet de progresser tous feux éteints et leur évite d'être la cible des bazookas. Tout un appareillage ultrasophistiqué et hypersensible complète le dispositif et signale immédiatement aux postes de contrôle toute tentative de franchissement en le localisant à 100 mètres près. Alors des projecteurs superpuissants se braquent et les commandos blindés entrent en action. Franchir le barrage est souvent pour les combattants de l'ALN synonyme de suicide, mais ils vont mettre au point des parades : tunnels, échelles, embuscades...

Le 3/60 RI auquel j'appartiens est classé unité d'intervention sur le barrage et participe à ce dispositif de défense. Souvent en alerte, il intervient fréquemment lors des tentatives de franchissement.

### **Sakiet Sidi Youssef : poste frontière**

De plus, il est en charge du poste frontière de Sakiet Sidi Youssef à la frontière même, à partir du 12 décembre 1960, en remplacement d'un élément de la Légion qui avait lui-même relevé une compagnie d'appelés, après un assaut au bilan très lourd qui faillit emporter le fort. Le 3/60 relève la Légion en raison des désertions qui ont eu lieu : 6 ou 7 déserteurs en l'espace de quinze jours.



Il faudra s'y rendre souvent pour la maintenance et l'approvisionnement de la 12<sup>e</sup> compagnie envoyée là-bas, et je ferai partie des expéditions pour la mise en place et le suivi du « chiffre » : 45 km à l'est de Souk-Ahras, au bout d'une route déminée à chaque liaison.

Sakiet est un point stratégique important pour le contrôle de la frontière et fut l'objet de nombreux enjeux.

Il fit parler de lui notamment le 8 février 1958, lors du bombardement par l'aviation française des cantonnements de l'ALN qui fit 70 morts et 80 blessés dans la population civile du village tunisien. En représailles au harcèlement depuis la Tunisie, les chefs militaires, les généraux Challe et Jouhaud, avaient appliqué le « droit de suite » sans en référer au gouvernement qui se trouva affronté à un grave incident diplomatique avec Bourguiba.

Celui-ci rappela son ambassadeur en France ; les conséquences politiques intérieures et internationales furent nombreuses : autorité de la IV<sup>e</sup> République contestée par cette prise

d'autonomie de l'armée, arguments pour les pays qui dans le monde estiment que la France doit quitter l'Afrique du Nord.

### **Régulateur chiffreur au PC du 3/60**

Je suis affecté au poste de régulateur-chiffreur au PC du bataillon : cette fonction nécessite une formation et une « habilitation chiffre », précédée sans doute d'une enquête de moralité en métropole. Il s'agit pour moi, avec toute une équipe de radiotélégraphistes et de régulateurs, d'assurer la transmission des communications radio ainsi que la réception et l'envoi des messages, au camp et sur le terrain, donc de suivre les opérations à petite ou grande échelle. En opération, l'urgence l'emporte sur le secret et la plupart des messages se passent en clair avec seulement un codage des procédures, des autorités et des unités. Le chiffrement et le déchiffrement des messages qui requièrent l'emploi d'une machine, se font uniquement au camp dans le bureau sécurisé du chiffre : c'est un exercice souvent délicat et dont je vais découvrir toutes les arcanes par apprentissage d'abord, par des stages de perfectionnement ensuite. Devenu au fil des mois responsable de ce bureau, je me trouverai placé au cœur des informations les plus secrètes, assurant également le secrétariat du service des transmissions.

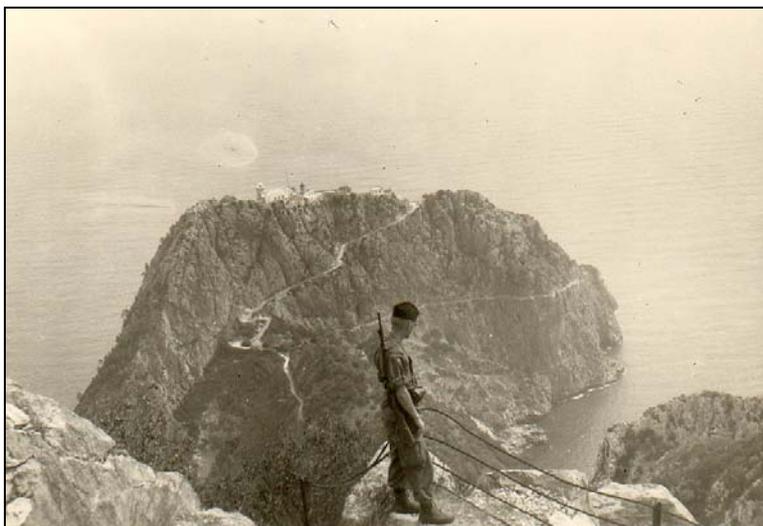
Ce poste à l'échelon du bataillon et la participation à des opérations d'envergure me feront découvrir un aspect de la guerre d'Algérie que je ne soupçonnais pas. Croyant débarquer dans une guérilla faite d'embuscades, de guets-apens et d'accrochages, je découvrais en plus l'emploi des grands moyens : aviation avec largage, bombardement et hélicoptage, artillerie, blindés. Je découvrais également que les fellaghas n'étaient pas des bandes hétéroclites dispersées dans le maquis, mais les soldats d'une armée véritable, structurée et organisée à l'image de la nôtre.

### **Elève sous-officier à Bougie**

Le stage d'élève sous-officier à Bougie, que l'officier des transmissions tenait à me faire suivre au plus tôt, me fit renouer avec l'instruction du fantassin et exercer en situation réelle tous les aspects et les risques du « crapahut <sup>4</sup> » sur le terrain, des embuscades et des gardes de nuit.

C'était également la découverte d'une autre région d'Algérie avec la côte et la Corniche kabyle : les montagnes de Kabylie venaient mourir en bord de mer, austères et menaçantes avec la présence tangible de l'ennemi aux portes de la ville.

Enfin plusieurs stages et de nombreuses missions à Bône et Souk-Ahras me mirent également en contact avec la réalité des villes : leur calme trompeur avec le risque permanent d'attentats et de manifestations.



Ainsi mon rattachement au PC du 3/60 RI et à son point fixe fut jalonné de nombreuses interruptions et sorties qui m'ouvrirent d'autres horizons et me mirent en contact avec quantité de situations différentes. En résumer les principales revient à évoquer bon nombre des expériences et des sentiments éprouvés par tous les appelés en Algérie. Retenons les points les plus importants.

---

<sup>4</sup> Marche et progression en terrain difficile.

Tout d'abord le barrage et Sakiet jouèrent un grand rôle dans mon temps de service.

### **Interventions sur le barrage**

Concernant le barrage, les alertes étaient fréquentes et le plus souvent de nuit pour les interventions. Nous étions prévenus par messages chiffrés lorsque le délai d'intervention le permettait, en clair quand l'urgence s'imposait. J'allais réveiller, papier à l'appui, l'officier de garde et le convoi se mettait en route dans le quart d'heure qui suivait : jeep du commandant et du capitaine opérationnel en tête, puis celle des transmissions, puis la troupe dans les camions. En route se joignaient à nous les compagnies qui avaient été prévenues. Il fallait se mettre en place sur le terrain dès la nuit, pour que l'action débute au lever du jour : on roulait alors tous feux éteints à la lueur de la lune, recroquevillés dans les jeeps et les camions sur des pistes infernales, en espérant seulement que le convoi ne sera pas pris en embuscade et que les véhicules de tête ne sautent pas sur une mine.



Parfois, l'opération s'effectuait dans un point particulier de la zone interdite et pour la journée seulement ; le plus souvent on rejoignait d'autres unités et le dispositif se déployait sur un territoire étendu : un bouclage se mettait en place pour prendre dans la nasse les rebelles et les compagnies procédaient au ratissage du terrain avec l'appui ou non d'un avion d'observation. Dans ces cas-là on mesurait tout le poids des responsabilités dans notre rôle de transmission des ordres et informations entre tous les acteurs : sections sur le terrain, commandement, autres unités et aviation. Dès qu'un accrochage avait lieu, l'aviation ou l'artillerie entraient en action, même si un petit groupe de fellaghas seulement avait été débusqué : on appréciait le souci de préserver la vie des hommes, mais quand le danger était moindre, l'énormité des moyens employés paraissait hors de proportion avec l'enjeu. Si l'on était sûr que l'ennemi était dans la nasse, alors le bouclage restait en place toute la nuit et le ratissage reprenait au petit matin : tant pis si les rations n'avaient pas été prévues pour plusieurs jours !

### **Prise en charge du poste de Sakiet**

La prise en charge du poste de Sakiet, à la frontière même, créait d'autres obligations et servitudes pour notre bataillon, avec des dangers bien plus grands à la clé. Cette prise en charge débuta le 11 décembre 1960 jusqu'à l'évacuation du poste le 5 octobre 1961. Pour nous, aux transmissions, il fallut dans l'urgence mettre en place opérateurs radio, régulateurs et chiffreurs, la 12<sup>e</sup> compagnie

envoyée là-bas ne pouvant seule assumer ces charges, et pendant les dix mois que dura cette situation en assurer le suivi lors des liaisons hebdomadaires. N'oublions pas qu'une quarantaine de kilomètres sépare Souk-Ahras de Sakiet et que nous sommes là en zone de haute insécurité, l'armée de l'ALN ayant le champ libre en avant du barrage : la route nécessitait donc une ouverture à la « poêle à frire<sup>5</sup> » à chaque liaison. Malgré cela un camion sauta sur une mine devant mes yeux : 4 blessés seulement, ce qui était un miracle.

L'installation du chiffre en particulier et son suivi permanent exigèrent souvent ma présence : jusqu'à notre venue, il apparaissait que la transmission des messages n'avait pas recours au chiffrement. Qu'on imagine les conséquences : facilité pour les postes d'écoute de l'ALN basée en Tunisie de capter nos informations, donc d'ajuster ses actions en matière d'attaques et d'embuscades. Détenant seul « l'habilitation chiffre », je devais rester attaché au PC du bataillon et dus donc former dans l'urgence deux chiffreurs qu'il fallait dépanner fréquemment sur place. La vie là-bas était une vie de reclus : on ne sortait du poste que pour les embuscades et les liaisons obligatoires.



Simple bordj à l'origine, c'est-à-dire ferme fortifiée par une enceinte de murs, le poste devint peu à peu, grâce à l'action d'une compagnie du génie basée avec la nôtre, un véritable fort : on s'enterra sous des tonnes de béton et de rondins, on tendit devant les murs des kilomètres de grillage pour que les roquettes explosent avant de les perforer, on s'entoura de champs de mines, on disposa des sortes d'orgues de Staline braquées dans les directions les plus dangereuses. Je pouvais constater l'avancement des travaux à chaque liaison.

Mais la faveur de la nuit pour l'ALN ramenait son lot d'angoisse et de peur pour les nôtres. Parfois c'était l'enfer, comme cette nuit du 28 novembre 1960 où une attaque en règle des postes avancés eut lieu. Appelés à 2 h du matin, nous arrivâmes pour découvrir le bilan : à Mraou – base d'artillerie et de blindés destinée à protéger Sakiet – une pluie d'un millier d'obus s'était abattue sur le camp : un mort, une quinzaine de blessés et quatre disparus, les fells ayant réussi à pénétrer dans un fortin. A Sakiet même, un camarade, tout mâchuré et blême de la nuit de cauchemar qu'il venait de vivre, me raconta en me montrant les dégâts : une heure durant les obus avaient pilonné le fort, par deux fois les fells étaient derrière les barbelés et avaient tenté de donner l'assaut, 18 de ses camarades

---

<sup>5</sup> Détecteur de mines : plateau rond au bout d'un long manche.

étaient blessés dont plusieurs gravement, l'un était mort tué derrière sa mitrailleuse à son poste de tir. C'est à la suite de cet assaut que, deux semaines plus tard, nous prenions la relève.

Sans être aussi sauvages, les attaques étaient fréquentes et les harcèlements de la nuit quasi systématiques. Pendant mon unique permission, en avril 61, deux camarades avaient été tués par les obus de mortier tombant dans la cour du fort alors qu'ils allaient se mettre à l'abri. Un peu après, ce sont deux autres qui ont été tués en sautant sur une mine.

Et puis, bien des mois plus tard, cette routine meurtrière prit fin subitement. Le 5 octobre 1961, après des mouvements mystérieux au PC, on apprit sur les ondes publiques et non par le canal militaire où le secret avait été gardé encore plus féroce que par le chiffrement, que *le poste français de Sakiet situé à 300 mètres de la frontière tunisienne [était replié] sur M'Zaret distant de 15 km.* Le cauchemar de la 9<sup>e</sup> compagnie qui avait relevé la 12<sup>e</sup> prenait fin et l'on vit arriver les camions ramenant les camarades chantant et hurlant de joie.

Pourquoi ce repli ou plutôt cet abandon après un investissement de plusieurs années en hommes et en matériel ? De tels revirements dans la stratégie sont pour le moins énigmatiques : voir dynamiter et pilonner par notre aviation une position si chèrement défendue pose problème et l'on se perd en conjectures. Ce point stratégique était-il jugé trop coûteux en vies humaines et en matériel, alors que l'opinion publique était lasse de cette guerre qui durait depuis sept ans ? La destruction de ce poste était certainement programmée par le haut commandement, avec accord des politiques, car on savait bien en haut lieu la fin inéluctable du conflit avec l'avance des négociations ? Au moins le point noir de notre bataillon était-il supprimé !

### **Le Putsch : prises de position et revirements**

Mais nous venions de vivre une autre épreuve en cette année 1961. A mon retour de permission, le 12 avril, j'allais comme tous les appelés me trouver affronté au putsch des généraux. Ayant repris les rênes du bureau du chiffre je fus vite au cœur des informations secrètes les plus contradictoires et les messages chiffrés crépitaient : nous passions les nuits à les décrypter.

En ce matin du 22 avril, alors que nous étions prêts à partir en opération, un contrordre de l'échelon supérieur nous apprenait que tout était annulé. Bien vite un transistor nous révéla les événements de la nuit à Alger : la prise de pouvoir insurrectionnel des quatre généraux Challe, Jouhaud, Salan, Zeller. Suspendus à l'écoute des postes civils, nous tâchions de capter les brefs communiqués diffusés au milieu d'un flot ininterrompu de musique militaire : nous vivions « la bataille des transistors ».

D'abord ce fut au PC du bataillon le grand silence : on ne vit pas les officiers de toute la semaine jusqu'à la clarification des événements. Les débats devaient être animés et souvent venaient prendre part à nos propres discussions les trois sous-lieutenants appelés envoyés sans doute aux nouvelles pour prendre la température du contingent.

Pendant ce temps, ordres et contrordres se succédaient au fil des messages reçus en rafales. Trois attitudes se manifestèrent tout de suite à tous les échelons du commandement : les partisans du putsch, les fidèles à la République et les attentistes qui voulaient voir comment le vent allait tourner. Pour nous, dans cet empilement de la hiérarchie militaire, c'était l'imbroglio le plus total : à notre échelon, celui du bataillon, bien que sans nouvelles de nos officiers, c'était la fidélité au gouvernement. A la tête du régiment on était pour les putschistes d'Alger, à la tête du secteur de Souk-Ahras pour l'obéissance au gouvernement, à la tête de la zone le général Ailleret après inspection de ses unités (ce qui était rare, les autres engageant tous leurs subordonnés sans leur demander leur avis) affirmait haut et fort son loyalisme à la République. C'était d'autant plus courageux de sa part que le général Gouraud, commandant la région et le corps d'armée et dont il dépendait, s'était rangé aux ordres de Challe. Ce fut le revirement le plus spectaculaire : quarante-huit heures après il revenait sur sa décision, alléguant qu'il avait été contraint par la situation

d'obéir à Alger. En fait, il avait reçu un coup de semonce de de Gaulle le sommant de se ranger aux ordres du général Olié nommé commandant en Algérie.



Mais pour nous l'important était la déclaration de de Gaulle, ordonnant « que tous les moyens soient employés pour barrer partout la route à ces hommes-là [les putschistes] » et interdisant « à tout Français et, d'abord, à tout soldat d'exécuter aucun de leurs ordres ». Désormais tous ces officiers supérieurs savaient qu'ils n'avaient plus à nous prendre pour des marionnettes qu'on manipule à son gré : nous devions obéir directement aux ordres du chef de l'Etat. L'illustration la plus frappante fut celle de nos camarades du PC de la ZNEC<sup>6</sup> à Bône qui avaient carrément mis aux arrêts les officiers dissidents.

### **Sanctions : épuration, dissolution, arrestations et désertions...**

Les jours suivants le flot des messages se poursuivit aux fins de sanctions, énonçant des listes de généraux et de colonels en fuite qu'il fallait arrêter par tous les moyens.

L'épuration se poursuivait par la dissolution des unités putschistes comme notre commando 44 qui avait offert ses services à Challe dès le début. Le corollaire de cette mesure fut la dispersion dans les unités loyales de toutes celles qui avaient trahi et ce ne fut pas sans problèmes. Ainsi débarqua chez nous une soixantaine de parachutistes du 18<sup>e</sup> RCP<sup>7</sup> qui bien sûr n'étaient pas sur la même longueur d'ondes que nous : le nouveau capitaine arrivé avant le putsch avait déjà entrepris de nous remettre au pas, de rectifier nos tenues, de nous réapprendre garde-à-vous et claquements de talons, mais il fut secondé au-delà de ses désirs par un adjudant muté du commando 44 dissous et qui entendait montrer à ces bidasses ramollis de quel bois on se chauffe quand on est un « vrai militaire » ! Alors on retrouva la vie de caserne en plein bled et les jours de prison pour les hommes de troupe, d'arrêt pour les officiers et sous-officiers se mirent à pleuvoir.

L'atmosphère devenait irrespirable. Les altercations éclataient à la popote entre les gens de carrière eux-mêmes, selon les positions qu'ils avaient prises, et bientôt – ce qui était infiniment plus grave – on vit apparaître les désertions. Il fallut enchaîner les armes à la ceinture le jour, au râtelier la nuit et se méfier de tout le monde. Il fallut aussi ajouter aux opérations un autre type de maintien de

<sup>6</sup> Zone nord-est constantinoise.

<sup>7</sup> Régiment de chasseurs parachutistes.

l'ordre, cette fois en ville. A tout instant, pour un ou plusieurs jours, il nous fallait filer sur Bône pour patrouiller dans les rues et la plupart du temps, c'était nous, les sous-officiers appelés, qui devions conduire ces détachements, au risque d'être victimes d'une grenade tombée d'un toit, d'une désertion ou d'un vol d'armes par un commando de l'OAS, comme ce fut le cas pour l'un d'entre nous. Il me fallut aussi aller relever la garde du général par un nouveau détachement.

Aux désertions des militaires putschistes qui avaient trahi et qui n'admettaient pas la dissolution de leurs unités « d'élite », s'ajouta de plus en plus celle des harkis. Ceux-ci subissaient la pression du FLN qui, en ce début d'année 1962, savait l'avance des négociations et la fin des combats proche et leur mettait le marché en main : ou ils ralliaient les maquis et l'ALN, ou ils savaient ce qui les attendait dès la fin de la guerre. Et bien sûr le FLN leur recommandait de désertir avec leurs armes. Déjà ce mouvement des harkis avait commencé fin 1961 et j'avais eu à déchiffrer entre autres un message secret signalant l'enlèvement d'un poste français sur la frontière grâce à la trahison de FSNA<sup>8</sup> : 7 tués, 2 blessés et 14 déserteurs, sans parler d'un butin énorme en armes emportées par les fellas<sup>9</sup>. Ici même une de nos harkas avait eu une désertion : aussitôt interrogatoire des proches du harki et torture de sa femme pour monter une opération de recherche.

Ainsi le contingent était pris entre plusieurs feux : les fellaghas toujours, mais en plus l'OAS, les harkis (ce qui gâtait beaucoup nos relations avec eux) et les appelés d'origine algérienne incorporés à nos unités. Le danger et la méfiance étaient partout, jusque dans nos rangs avec la présence des éléments des unités dissoutes. Cette situation allait durer jusqu'à la fin, c'est-à-dire février 62 pour mes camarades de la 59 2/B et moi, et l'angoisse était grande, l'OAS faisant en plus sauter les bateaux pour que le contingent ne puisse rentrer en métropole.

### **Contradictions et incohérences de cette guerre**

Je n'ai pas évoqué les thèmes majeurs qui nous ont tous concernés, ces sentiments éprouvés qui étaient notre pain quotidien : la longueur du temps, l'ennui, le sentiment d'abandon et d'incompréhension de la métropole, la peur pendant les gardes de nuit ou le « crapahut » l'appréhension sur des routes non sécurisées, sans parler des conditions matérielles, de la mesquinerie de la vie militaire, de la chaleur écrasante, du froid aussi. Et puis surtout le sentiment de plus en plus évident de l'inutilité et de l'absurdité de cette guerre.

Comment en effet ne pas être déboussolé, démotivé, indigné par l'abîme entre le discours officiel et la réalité sur le terrain, par les contradictions et les incohérences entre politique et action militaire ?

Pacification d'un côté avec écoles, soins et assistance aux populations par les SAS<sup>10</sup>, guerre à outrance de l'autre avec déplacement des villageois et mechtas incendiées.

Hospitalisation de certains prisonniers rebelles (j'ai eu à monter la garde arme au poing dans une cour de l'hôpital de Bougie sur laquelle donnaient les chambres des prisonniers soignés) et torture dans mon unité même où un DOP<sup>11</sup> avait été instauré.

Exécutions sommaires sur le terrain où on remmenait les suspects après leur interrogatoire (c'était la « corvée de bois ») et comptes rendus militaires portant la mention « tentative de fuite ».

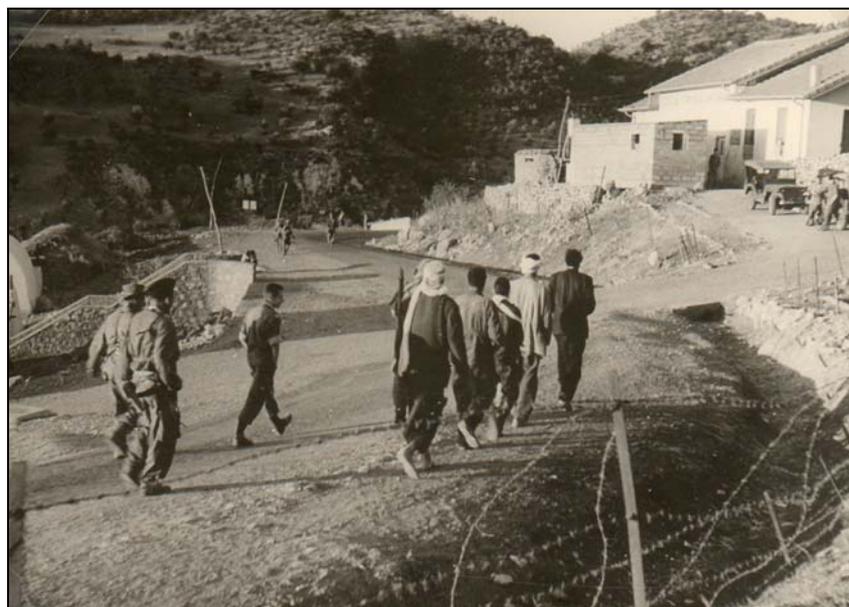
---

<sup>8</sup> Français de souche nord-africaine.

<sup>9</sup> Les fellaghas.

<sup>10</sup> Sections administratives spécialisées chargées de fonctions administratives, d'assistance médicale et économique.

<sup>11</sup> Détachement opérationnel de protection. Créés en 1956 ils étaient chargés du renseignement et pratiquaient systématiquement la torture.



Incendies de forêt par « bidons spéciaux » largués par avion (on ne parlait surtout pas de napalm) pour rendre les bandes de rebelles plus facilement repérables et quelques kilomètres plus loin chantiers de reboisement.

Douars vidés de leurs habitants et détruits au-delà du barrage pour priver l'ALN de ses sources d'approvisionnement et construction d'un nouveau village <sup>12</sup> inauguré par le sous-préfet de Souk-Ahras et nos officiers.

Bordel militaire contrôlé <sup>13</sup> par les médecins militaires (mais l'armée sanctionnait ceux qui rapportaient une maladie vénérienne) et aumôniers militaires distribuant la bonne parole, les messes et l'extrême onction.

Censure de la presse, de l'information et de la correspondance (nous recevions des lettres avec le tampon de la censure) et diligence de la poste aux armées dans l'acheminement du courrier (en général 48 heures entre la métropole et l'Algérie, parfois même 24 heures).

On pourrait continuer la liste...

\*

\* \*

Ce ne sont que quelques exemples vécus de cette incohérence et de cette absurdité omniprésentes qui confirmaient l'aberration et l'inutilité de cette guerre et rendaient notre existence dénuée de toute motivation en sapant notre moral.

Seuls ressorts dans cette vie : la camaraderie, la nécessaire entraide et le sens des responsabilités, et puis par-dessus tout, le cordon ombilical que constituait la correspondance avec la famille et la fiancée.

---

<sup>12</sup> Dans le cadre du plan de Constantine annoncé par de Gaulle.

<sup>13</sup> BMC : il en existait un à Souk-Ahras et à Bône, où les candidats étaient emmenés en camions.